

# ETHNICITE ET POUVOIR POLITIQUE EN REPUBLIQUE DU CONGO

**Elenga Hygin Bellarmin<sup>1</sup>**

**Litoto Pambou Lucien<sup>1</sup>**

**Itoua Ondet Maixent Cyr<sup>2</sup>**

*1. Institut Supérieur d'Education Physique et Sportive*

*2. Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature*

*Université Marien Ngouabi, Brazzaville, République du Congo*

*bellarminelenga@gmail.com*

## **Résumé**

*Cette étude rend compte des rapports entre l'ethnicité et le pouvoir politique au Congo. Depuis les indépendances, le pouvoir politique a toujours été influencé, dans sa conquête ou sa conservation, par l'ethnicité. Récemment encore sous la démocratie, les conflits autour du pouvoir et pour le pouvoir se sont nourris des fondements ethniques. Nous nous sommes servis de l'observation et de la recherche documentaire pour analyser les relations qui ont, toujours, existé entre pouvoir politique et ethnicité et les effets de celles-ci dans la construction de l'identité nationale. Notre préoccupation fondamentale est celle de savoir pourquoi dans le jeu politique congolais, la recherche ou la conservation du pouvoir implique toujours la convocation du sentiment ethnique. La jeunesse des Etats et le manque supposé de formation des élites ont dû permettre de se servir de l'ethnie comme structure d'appui pour asseoir le pouvoir ou le déconstruire devant des rivaux visant les mêmes objectifs. Il ressort de notre étude que la démocratie, loin de construire et de renforcer des approches nouvelles liées sur des projets politiques, a, davantage, renforcé la prééminence de l'ethnicité faisant de l'ethnie même, une idéologie au service du pouvoir politique.*

**Mots clés :** *Ethnicité, Politique, Pouvoir, Sentiment ethnique.*

## **Abstract**

*This study examines the relationship between ethnicity and political power in Congo. Since independence, political power has always been influenced, in its conquest or retention, by ethnicity. Until recently, under democracy, conflicts over and for power have been fuelled by ethnic foundations. We used*

*observation and documentary research to analyze the relationships that have always existed between political power and ethnicity and the effects of these in the construction of national identity. Our fundamental concern is to know why, in the Congolese political game, the pursuit or retention of power always involves the convocation of ethnic sentiment. The youth of the states and the supposed lack of training of the elites must have made it possible to use ethnicity as a support structure to consolidate power or to deconstruct it in the face of rivals aiming at the same objectives. Our study shows that democracy, far from building and strengthening new approaches linked to political projects, has further strengthened the pre-eminence of ethnicity, making ethnicity itself an ideology at the service of political power.*

**Keywords:** *Ethnicity, Politics, Power, Ethnic feeling.*

## **Introduction**

Parler du pouvoir politique au Congo, sans faire référence à l'ethnie peut surprendre. Chaque congolais semble comprendre et vivre les relations entre l'ethnie et le pouvoir politique comme étant logiques et, du reste, naturelles. Les débats sur les promotions politiques s'alimentent aussi et souvent autour de l'appartenance ethnique ou départementale des nominés en rapport avec l'origine ethnique des décideurs. Les vraies préoccupations liées à la compétence et aux ambitions de développement fixées par les décideurs semblent peser moins que sur ces considérations qui paraissent, au fond, subjectives, mais déterminantes. Au fond, le service attendu dans la gestion des affaires d'Etat, par les décideurs est valable si, ceux-ci règlent, aussi et, fondamentalement d'ailleurs, ces préoccupations dont les fondements sont plutôt d'ordre ethniques qu'administratives ou politiques. L'ethnie devient donc un principe, un passeport qui permet de se faire valoriser pour influencer des approches de promotion, à défaut de s'en servir. Le pouvoir se construit sur lui, s'affirme avec lui, se développe avec lui et le déconstruit, du même, coup.

L'ethnie reste donc au centre des préoccupations de la gouvernance publique en République du Congo. Les épisodes

troubles de la vie politique, liés à la gestion du pouvoir, ont toujours convoqué l'ethnie au point d'en faire une donnée incontournable pour des questions politiques et, par devers, celles de la gestion du pouvoir. Bien avant les indépendances, l'implication de l'ethnicité dans la gestion du pouvoir était déterminante. Elle a permis de renforcer certaines positions des acteurs en compétition politique ou à les fragiliser, dans les mêmes conditions. Et, pourtant, il y'avait dans cet Etat, des élans de construction nationale qui ont phagocyté des indépendances et, ont donné l'espoir de création des vrais Etats dont les premiers acteurs devaient, logiquement, développer les approches de construction nationale.

L'expérience congolaise d'après a montré combien l'ethnicité a servi le politique dans ses luttes, en aidant ceux-ci à se construire des bases de recrutement des milices privées, à l'opposé de l'armée régulière pour des opposants et de soutien au pouvoir, pour ceux qui en détiennent quand bien même, la règle de jeu était connue de tous: Les élections seules déterminaient les modalités d'accession au pouvoir. Même ceux qui étaient censés avoir en partage la langue, mais se trouvant, pour des raisons politiques d'antan ou par des caprices administratifs, éparpillés dans l'ensemble du territoire, se sont opposés pour le pouvoir, oubliant le lien traditionnel dont la langue représente le soubassement.

Les écrits du professeur Jean Pierre Missié (2008) sur la problématique de l'ethnicité et la territorialité montrent bien comment les acteurs politiques se sont servis de l'ethnie pour instrumentaliser les jeunes dans des dynamiques de violence armée en vue de lutter pour leur positionnement politique. Parfois, ils vont au-delà, lorsque les logiques ethniques présentent moins d'enjeux pour mobiliser, le département ou les entités plus vagues comme le nord et le sud prennent le relais de la mobilisation. Pendant la conférence nationale souveraine tenue en 1991, les dérives des conférenciers dans leur approche

d'analyse de la situation politique, ont permis l'expression de la résurgence des variables ethniques pour encenser certains acteurs, partie au pouvoir de l'époque ou tenter de plébisciter d'autres même de manière voilée. Les expressions du genre « cuvettisation » et « mbochisation » du pouvoir pour stigmatiser et dénoncer le pouvoir tenu au sommet par les gens de la cuvette et, particulièrement les mbochis sont les preuves de cette ethnicisation du pouvoir.

Il faut faire remarquer que toutes ces approches participent des luttes pour le pouvoir et des enjeux y inhérents. Il se construit donc autour de cette notion toute une philosophie du pouvoir qui sous-tend une sociologie du pouvoir politique africaniste. Cette approche de gestion du pouvoir renvoie aux stratégies traditionnelles de gestion du pouvoir en Afrique. La réalité du pouvoir en Afrique, sinon dans la plupart des pays, se construit et se comprend dans la théorisation de l'ethnicité comme valeur.

### **Problématique et Hypothèses**

La science politique africaniste ne peut aujourd'hui se concevoir, sans tenir compte de l'ethnicité. Elle influence les rapports de pouvoir, tant dans ses luttes de conquête que dans celles de conservation. Les nouvelles approches de gestion du pouvoir politique développent en elle des stratégies d'appropriation du pouvoir et celles de déconstruction de celui-ci. Nombreux des acteurs politiques au Congo, particulièrement, se sont servis de l'ethnie pour s'affirmer dans les relations de pouvoir et, y ont été aussi victimes. C'est pour dire que les questions ethniques deviennent des nouveaux paradigmes dont les préoccupations ne peuvent laisser indifférents les chercheurs en science sociales.

Ces réalités ont été observables depuis les indépendances, au Congo, par exemple où l'ethnie a beaucoup œuvré pour permettre à l'abbé président Fulbert Youlou de mobiliser,

lorsque son pouvoir battait de l'aile. Même en période démocratique, le professeur Pascal Lissouba a dû construire, pour se rassurer de la sécurité de son pouvoir, des camps de formation des milices dans les trois départements dont il est originaire d'un des trois à Aubéville. Celles-ci constituées, essentiellement, des jeunes issus de son ethnie avaient pour mission de soutenir le pouvoir, alors qu'il tire sa légitimité du suffrage universel. Ses adversaires réels et potentiels se sont constitués des milices à son image, sur les mêmes bases et pour des mêmes fins. L'ethnie et la tendance à l'ethnicité du pouvoir deviennent donc des données sociologiques importantes au cœur du jeu politique, en dehors des idéologies qui devraient sous-tendre l'action des partis politiques au sein desquels, on mobiliserait, logiquement pour le pouvoir

Notre préoccupation fondamentale, pour cette étude, est celle de rechercher les raisons réelles ou supposées pour lesquelles, même en démocratie, la tentation est grande, pour les acteurs politiques, de convoquer toujours l'ethnicité dans le jeu politique au Congo. En clair, pourquoi l'ethnie s'invite toujours dans le jeu politique congolais comme facteur catalyseur de l'action politique en République du Congo ?

Le peu de maturité" supposée" des populations, dans la compréhension des réels enjeux liés au pouvoir et, la cristallisation dans la conscience collective des principes de gestion traditionnels du pouvoir fondés sur les considérations claniques, sont au centre des attitudes des acteurs politiques d'inviter l'ethnie et tout ce qui s'y accommode, dans les luttes pour le pouvoir politique. Au fond, les congolais dans leur ensemble vivent, conçoivent le pouvoir, dans la logique de gestion des chefferies et des royautes traditionnelles, au point où ceux qui gouvernent font toujours appel à l'ethnicité et les gouvernés comprennent cette approche comme logique. Pour eux, il semble que, le mode actuel de la gouvernance est celui d'un Etat importé. (Badié, 1992)

## Approche théorique

Le vocable ethnicité rend compte, dans le discours de la science politique de deux variables indissociables : La reconnaissance et l'affirmation de l'identité collective d'une part et, d'autre part, le fait de s'appuyer sur cette identité culturelle pour se différencier des autres groupes dans la société et, partant de s'en servir pour entretenir avec eux des relations conflictuelles autour de la compétition pour le pouvoir. (Ossébi, H, 1995). L'ethnicité porte déjà en elle-même, les germes du conflit par ce que cette référence influence les relations de pouvoir en permettant à ses détenteurs de vouloir en garder aussi longtemps que possible comme dans les sociétés traditionnelles. Cette attitude renforce les théories qui se construisent autour de l'ethnicité dans ses rapports au pouvoir et qui méritent d'être convoquées, pour le cas d'espèce.

Il s'agit de la théorie culturaliste a essence anthropologique et l'analyse stratégique de Michel Crozier (1977), souvent, convoquée dans les stratégies de conquête et de conservation du pouvoir. La première renvoie à une approche de gestion du pouvoir politique moderne, sur fond d'application et d'assimilation des règles de gestion du pouvoir traditionnel. Dans cette approche, les fondements culturels doivent servir de soubassement dans la gestion du pouvoir. Les décisions et les nominations aux fonctions importantes dans l'appareil d'Etat doivent être décidées dans les officines du clan, de la famille sous le couvert de la structure politique qui est ici le parti. Tout se construit sur cette base en présentant contre son gré l'Etat moderne comme importé et impropre à la réalité africaine. Le pouvoir est donc un bien appartenant à une ethnie, une famille, un clan, un département ou une partie de la république. C'est dans cette optique que pendant la conférence nationale souveraine du Congo, tenue de février à juin 1991, alors que les

débats se focalisaient autour de la gestion monolithique du pouvoir avec ses abus et ses défaillances dans le développement, certains acteurs en présence ont commencé à éluder les vraies questions en jeu, en fixant l'opinion sur les questions ethniques liées aux acteurs du système de l'époque. Ces réactions ont dû être fonction des attitudes des uns et des autres, dans la salle de la conférence ou des débats enregistrés ou constatés, dans les couloirs du palais des congrès de Brazzaville, où se tenaient ces assises.

Les réactions liées au décryptage de la situation politique, pourtant sincères et vraies pour permettre de se fixer des nouveaux horizons, ont vite été rattrapées par les pesanteurs ethnicistes, sur fond de conservation ou de conquête du pouvoir. L'ethnicité devient une donnée incontournable dans les rapports de pouvoir au Congo. Elle se transmue, au-delà de la langue qui est sa caractéristique fondamentale, en l'occupation de l'espace et au temps de cohabitation dans le cadre du voisinage. C'est dans cette optique que lors des conflits politiques observés au Congo dans la période post conférence nationale, les jeunes d'une même ethnie mais de département différent se sont opposés entre eux pour défendre le pouvoir en s'octroyant des nouvelles identités dont la langue a cessé d'être le trait d'union pour privilégier le temps de cohabitation et l'occupation de l'espace. (Missié, 2008)

Cette question des rapports ethnicité et pouvoir politique a fait et fait, assurément, l'objet de beaucoup d'études scientifiques. Au-delà des approches empiriques et traditionnelles (Bilakani, 2021), qui font la part belle à l'ethnicité dans les relations de pouvoir, au niveau des universités des thèses et mémoires traitent de la question avec la même ampleur sur le plan des rapports que notre approche. (Kibelo, Matondo, 2016) L'analyse stratégique (Crozier, 1977) répond aussi à cette approche des acteurs politiques de se servir ou d'utiliser l'ethnicité dans ses rapports avec le pouvoir, pour rempiler ou

distraire leurs populations sur les questions pour lesquelles, ils sont censés s'engager en politique. Ici, les acteurs politiques apparaissent comme des amateurs devant un peuple constitué plus d'amateurs que d'illuminés qui ont du mal à comprendre leur rôle devant des politiques qui donnent l'impression de ne pas connaître aussi leur rôle comme gouvernants ou potentiels gouvernants. Leur attitude permet d'orienter celle des populations qui, au nom de l'ethnicité, se détournent des recommandations fondamentales qu'elles devraient formuler à l'endroit des dirigeants. Le discours ethnique crée et entretient la division entre gouvernés en ouvrant un grand boulevard aux dirigeants qui s'en sert pour phagocyter dans les instances de commandement les proches de leur famille, de leur clan ou de leur département ou village, les rendant ainsi partie au pouvoir en jouissant de ses privilèges et en le défendant même si l'essentiel des tâches dévolues aux dirigeants n'est pas exécuté. Cette théorie, rappelons-le, permet à un individu A d'orienter le comportement d'un individu B en usant des subterfuges qui touchent son intimité au point où il est tenu de réagir selon les orientations de A. B, se reconnaissant dans ce qu'A lui a présenté comme orientation se doit obliger de le traduire à qui veut l'entendre en jouant sans le savoir le jeu de celui qui l'a orienté dans ce sens-là, pour ses intérêts. Il y'a donc dans ces conditions, une persuasion par manipulation consciente.

Ici, les préoccupations ethniques dans les rapports avec le pouvoir prennent des contours d'exclusion ou d'inclusion dans les stratégies de lutte politique, en fonction des acteurs en présence et des intérêts en jeu. Parfois, elles se transforment, en des logiques illogiques allant, au-delà de l'ethnie pour mobiliser autour d'autres concepts flous du genre "département" "nord" "sud" "père et mère", pour parler du débat politique en République Démocratique du Congo dont certains candidats présidents de la république à la présidentielle du 20 décembre 2023 ont présenté comme argument de campagne pour

démobiliser autour de la candidature de Moïse Katumbi, prétendant sérieux au regard de ses actions supposées positives lorsqu'il était gouverneur de la province du Katanga.

## **Méthodologie**

Pour cette étude à forte sensibilité sociale et politique, nous avons voulu nous servir de la recherche documentaire et de l'observation. Les enquêtes ont été épargnées au regard de leur sensibilité. Les discours des acteurs politiques et les faits vécus, de par le passé, traduits par certains auteurs nous ont permis de réaliser ce travail. L'analyse du discours dans le sens du dévoilement du vrai nous a été d'une grande importance pour comprendre aux fins de déconstruire, les stratégies des politiques pour lesquels, l'ethnicité devient une idéologie mettant à mal les vrais projets qui sont au fondement de l'action des hommes politiques.

Cette étude qui n'est pas structurée dans le cadre traditionnel d'une recherche sociologique qui exige des enquêtes de terrain, se voudrait, dans une logique, essentiellement empirique, de tenter de répondre, par le biais des écrits des auteurs et du discours de certains acteurs politiques, au pouvoir ou à la recherche du pouvoir, à certaines préoccupations dont la première se trouve être :

### **Ethnicité comme support d'appui au pouvoir politique : Une lecture à travers certains discours des politiques et les écrits des auteurs**

Cette recherche n'obéit pas à la dynamique classique qui voudrait qu'une population soit identifiée avec un échantillon clair et des résultats vérifiables, au bout du compte. Elle nous permet, au regard de sa sensibilité, de lire à travers les discours des acteurs politiques et les écrits des auteurs, les relations entre

ethnicité et pouvoir politique au Congo. Depuis les indépendances jusqu'à nos jours, le pouvoir politique, sous toutes ses formes, avec tous les acteurs, de presque tous les temps et tous les régimes, semble se servir de l'ethnicité comme d'une idéologie de gouvernance. Elle se construit, au-delà, comme l'expression même du pouvoir politique avec des acteurs qui mobilisent autour et, déconstruisent les stratégies des autres visant les mêmes objectifs, en s'en servant.

Déjà, aussitôt après les indépendances, l'ethnicité dans tout ce qu'elle se vit comme affirmation intrinsèque des valeurs identitaires de chez soi, se constate et se construit une dynamique et une logique dans les luttes pour le pouvoir au Congo. Elle en devient même une approche sur laquelle tout se construit, s'organise et permet de consolider le pouvoir politique. Elle se constitue en idéologie au service des acteurs politiques dont les populations qui s'y reconnaissent à travers les éléments d'identification socio-culturels, en deviennent des agents d'exécution. L'idéologie se vit ici comme un système de représentations qui permet aux acteurs sociaux de se reconnaître, de se structurer et de vivre la réalité du pouvoir comme réelle et vraie au travers de leur agir. Elle renvoie, selon l'expression de Jean Pierre Missié (2006) au contenu d'un discours argumenté et porté par des agents et qui suscite engagement et contestation, domination et résistance. (Joseph, Tonda, 2005)

L'ethnicité, dans sa complexité d'analyse et de compréhension entant qu'elle embrasse, à la fois, les valeurs culturelles propres à une catégorie de personnes structurées autour de la langue et de l'espace territoriale, mais aussi des habitus, exerce sur les acteurs que l'on met en scène, une espèce de violence symbolique dont pierre Bourdieu (2000) fait état dans ses analyses.

Dans le cas des rapports ethnicité et pouvoir politique au Congo, les acteurs subissent cette relation et vivent ces retombées dans la dynamique de la violence de l'imaginaire. Celle-ci contraint

ceux qui en sont victimes d'agir dans le sens supposé de la valorisation des éléments qui leur sont présentés comme essentiels à leur survie collective. A ce moment, le soutien au pouvoir, ou la contribution apportée dans ce sens pour l'acquérir, deviennent légitimes par ce qu'il est porté par les pseudos valeurs que l'on retrouve et qui symbolisent l'identité culturelle. Le pouvoir se voit, ainsi présenter, dans ces circonstances, comme un bien indivis appartenant à toute la collectivité et dont le titulaire, au sommet n'est qu'un simple exécutant censé détenir la légitimité des acteurs ethniques auxquels, on est parfois, obligé de faire allégeance, en les rassurant d'en être véritablement les détenteurs.

Cette forme de ruse, participe de la stratégie de conservation du pouvoir dont la naïveté des gouvernés et, le manque de lucidité de certains pseudo-intellectuels à mal de positionnement constituent les atouts fondamentaux et les piliers sur la base desquels, les acteurs politiques au pouvoir ou à sa recherche, s'en servent pour assouvir leurs ambitions politiques orientées essentiellement sur la résolution de leurs problèmes et ceux de leurs proches que, ceux de la communauté.

C'est lorsqu'ils recherchent le pouvoir ou le sentent menacer que les entrepreneurs politiques, souvent sans projet politique réel les ont portés au pouvoir ou à la recherche du pouvoir convoquent l'ethnie et tous ses suppôts pour mobiliser autour de leurs ambitions. Ces constructions sont au fondement de la jeunesse des premiers acteurs politiques qui ont supplanté sans préparation réelle, le colonisateur et se sont trouvés obligés de se construire une légitimité de façade sur le phénomène ethnique pour prétendre bâtir des Etat- nations. Parfois, au sein des mêmes ethnies se développent autour du pouvoir, des luttes de clans, pour mieux se positionner pour des fins avouées de contrôle des richesses au détriment des populations., au nom desquelles on réclame la légitimité. Ici, la société fonctionne dans une forme de logique qui s'apparente à une violence de

l’imaginaire politique dont les valeurs ethniques deviennent le soubassement sans lequel, le jeu politique est impossible d’exercice.

Dans ses stratégies de conservation du pouvoir, face aux réclamations fondées des syndicalistes de l’époque, le président Abbé Fulbert Youlou se cherchait une forme de mobilisation en faisant recours à l’ethnie. Une ambivalence qu’il se servait de sa position mitigée entre son appartenance Téké en faisant allégeance au roi Makoko à qui, il mettait à disposition sa voiture de commandement lors de ses visites à Brazzaville et, qu’il saluait les genoux contre terre en claquant les doigts, symbole de la tradition téké et, lari, deux peuples dont les origines sont de distinction confuse et dont la clarté se donne souvent à reconnaître à la mort le jour des obsèques. Kolélas Bakana Bernard, se disant lari toute sa vie se trouve être inhumé dans un village Téké, symbole de son appartenance ethnique.

### **Ethnicité et pouvoir politique : Un mariage inconfortable pour la construction de l’identité nationale**

La problématique de la construction de l’identité nationale est toujours d’actualité en Afrique. Et pourtant, elle est au centre du développement et de la construction de la nation. Les ambitions des pères des indépendances comme Krumah, Sékou Touré et autres se sont vite volatilisées. Tous les acteurs qui les ont précédés ont plus tenu, moins à servir pour construire réellement cette ambition des nations, que de se servir au point de permettre à René Dumont de prédire que l’Afrique noire est mal partie (1962). Aussitôt au pouvoir et confrontés aux préoccupations liées à la gestion, nombreux des acteurs au pouvoir, moins formés se sont vite retrouvés dans le piège de repli identitaire pour construire la nation et conforter l’identité nationale.

Au Congo, l’implication et la convocation permanente de l’ethnicité dans la gestion des affaires publiques, ont vite

fragilisé l'élan national. Dès avant les indépendances, les élections de 1945 à 1951 ont consacré, par les attitudes des entrepreneurs politiques, l'ethnicité comme axe fondateur de la mobilisation politique (Wagret, 1963 et Bernault, 1996). Ces élections ont consacré une bipolarisation dont les effets s'observent jusqu'aujourd'hui, quoi qu'en période dite démocratique.

Dans une situation difficile et une posture avérée de perdre le pouvoir devant les syndicalistes qui ne réclamaient que de meilleures conditions de travail, Youlou, alors président de la république interpelle, dans un message en langue vernaculaire les ressortissants du Pool, son département d'origine pour le soutenir, devant ce qu'il estime être un complot contre lui. (Boutet, 1963)

En 1968, le capitaine Marien Ngouabi dans sa lutte pour la conquête du pouvoir, s'est vu encouragé par les aînés de son ethnie dont certains, surtout les militaires se sont vus pourchassés par le régime de Massambat-Debat, alors président de la république. (Historique critique du mouvement du 31 juillet, 1968)

Toutes les séquences de la vie politique au Congo ont été marquées par le mariage ethnicité- pouvoir, un mariage inconfortable dont les résultats ont détruit plus que construit l'unité nationale et, l'espoir de construction d'un Etat-nation. Même pendant la conférence nationale souveraine, supposé haut moment de construction d'une nouvelle vision, les clivages ethniques, au lieu de disparaître, ont trouvé là, le lieu de se consolider davantage créant les conditions des conflits futurs et dévastateurs que le pays a connus. L'élection du président Lissouba, pourtant salué par tous, comme un moment fort de redécollage de la gouvernance a, au contraire, renforcé la dynamique ethnique comme fondement majeur de la conquête ou la conservation du pouvoir. Déjà le symbole de son parti Union Panafricaine pour la Démocratie Sociale à vocation

panafricaniste s'est trouvé représenté par les trois palmiers qu'on nous révélera plus tard qu'ils constituaient les trois départements de la Bouenza, la Lékoumou et le Niari dont il est originaire.

Le « Grand Niari » devient ainsi une identité réhabilitée de l'époque coloniale dont les travaux de construction du chemin de fer avaient fait de Dolisie un centre important de concentration des populations des trois départements. La gestion du pouvoir, pourtant démocratique, se structure à ce niveau au mépris des alliances et de leur fondement. La dynamique politique devient plus que mouvante avec des enjeux plus politiques que politiques ayant pour soubassement l'ethnicité. Les vraies préoccupations liées à la construction de l'Etat sont déviées vers les seules motivations politiciennes avec pour fond, la conservation du pouvoir à tout prix. C'est dans cette atmosphère de conservation du pouvoir que les milices privées ont été créées sur fond ethno-tribale.

Tous les grands acteurs politiques ont, sur cette base, créé des milices au nom de leur protection alors que les formées de sécurité et la gendarmerie devraient jouer ce rôle, pourtant à elles, dévolu par la constitution. On a eu des cocoyes et des mambas formés à Loudima et Aubeville, dans le grand Niari, en appui des forces de sécurité, pour défendre le pouvoir (Kounougous, 2009) ; Les cobras, formés à Oyo, par les officiers proches de l'ancien président Denis Sassou N'Guesso, pour le sécuriser et, répondre à toute attaque ou provocation éventuelle à l'endroit de sa personne ou de ses biens ; les ninjas du président Kolelas, maire de Brazzaville et candidat malheureux en 1992 contre Lissouba à la présidentielle ; les requins de Jean Pierre Thystère Tchicaya et les de Yhombi Opango, ancien président et premier ministre en fonction.

Toutes ces milices étaient constituées sur des bases ethniques et, les miliciens, membres et acteurs principaux, obéissaient aux ordres des chefs cités ou de leurs représentants, tous ou presque

de leur ethnie, ou d'une ethnie voisine dont la communication n'appelle aucun interprète. Toutes ces stratégies, peu importe leurs auteurs, ont eu pour fin, de fragiliser l'élan démocratique et de construire un véritable projet de construction d'un Etat fort.

## Conclusion

Cette étude a posé, au fond, la question du rapport ethnicité, pouvoir politique et, construction de l'identité nationale. Elle n'est pas la première à traiter de cette thématique. D'autres auteurs comme Jean Pierre Missié (2008) ont effleuré la question dans une perspective ethnicité et territorialité en montrant le rôle des entrepreneurs politiques congolais dans leurs stratégies de création des espaces politiques transrégionaux à valeur fédérative, espaces à partir desquels, ils négocient dans les transactions politiques. Ici, l'ethnicité fonctionne comme une véritable donnée sociologique dont l'activation à partir de la langue ou de l'occupation de l'espace est un élément déclencheur de la mobilisation dans les luttes pour le pouvoir. C'est en réalité, une nouvelle forme d'activation des stratégies de mobilisation aux fins de conquête et/ou de conservation du pouvoir, par des acteurs d'une autre époque tous ou presque-Lissouba, Yhombi, Sassou, Kolelas et Thystère-, ayant vécu le pouvoir sous l'angle marxisant de la trilogie déterminante et du pouvoir au bout du fusil, qui opèrent devant une jeunesse plus ou moins naïve et un peuple dont les vrais acteurs de développement ayant flirté le monde politique ont en été victimes.

Nous nous sommes fixés, au fond, pour objectif d'analyser les méandres des relations ethnicité et pouvoir dans les limites de construction d'une identité nationale congolaise. Nous avons pu montrer combien, dans les séquences de la vie politique congolaise, ces deux entités ont toujours fonctionné ensemble dans le jeu du pouvoir politique, avec des résultats qui montrent

plus un mariage contre nature et de malheur que celui qui génère une progéniture intéressante pour les parents, la famille et la communauté.

Il a été plus ou moins démontré que l'ethnicité a soit perturbé l'équilibre politique, par les menaces des acteurs potentiels dans les positionnements politiques, soit, rendues victimes les communautés proches de celui qui est en lutte de positionnement politique. L'expérience congolaise l'a suffisamment démontré avec les laris qui ont subi les atrocités sous Lissouba pour les luttes politiques de Kolélas ; les Koyos ont subi les exactions à Owando en 1987, pour le capitaine Pierre Anga en porte à faux avec le pouvoir de Brazzaville dont il a été un des acteurs après l'assassinat du président Marien Ngouabi en devenant un des membres influents du comité militaire du parti, instance de commandement du pays à cette époque.

Il est donc établi que cette relation, loin de construire le tissu social contribue à le détruire et à créer des conflits inutiles entre acteurs politiques qui peuvent toujours créer des occasions de se pardonner au nom de la soi-disant quête de l'unité nationale comme au Congo le 10 juin 1991. Ils distraient les populations en qualifiant leurs actes ignobles et sordides, poliment mais maladroitement, de « bêtise humaine » sans qualifier, de bêtes, ses auteurs.

## Références bibliographiques

**BADIE Bertrand**, 1992. *L'Etat importé. L'occidentalisation de l'ordre politique*, Paris, Fayard.

**BERNAULT, Florence**, 1996. *Démocraties ambiguës en Afrique centrale : Congo Brazzaville, Gabon 1940-1965*, Paris, Karthala.

**BILAKANI TONYEME**, 2021. *Ethnies et pouvoir politique en Afrique*, Paris, L'Harmattan.

**BOURDIEU, Pierre**, 2000. *Le Sens pratique*, Paris, Minuit.

- BOUTET Rémy**, 1963, *Les trois glorieuses ou la chute de Fulbert Youlou*, Paris, Chaka Eds.
- CROZIER Michel et FRIEDBERG Erhard**, 1977. *L'Acteur et le système. Les contraintes de l'action organisée*, Paris, Seuil.
- DUMONT, R.**, 1962. *L'Afrique noire est mal partie* ; Paris, Seuil.
- ELENGA Hygin Bellarmin**, 2020. Strategies for conserving power in African democracies, *International Journal of humanities and social science Reserch*, 5(2), 76-82.  
Historique critique du mouvement du 31 juillet 1968.
- KIBELO MATONDO Junior**, 2016. Ethnicité et conquête du pouvoir en République Démocratique du Congo, Mémoire de licence en Sciences Politiques, Université de Kinshasa.
- KOUNOUGOUS Anicet Blaise Cyriaque**, 2009. *L'armée dans la vie politique au Congo-Brazzaville*, Paris, L'Harmattan.
- MISSIE, Jean-Pierre**, 2006. *La guerre de succession des Makoko : Un enjeu politique « moderne » 1993-2006*, Dakar, Codesria.
- MISSIE, Jean-Pierre**, 2008. *Ethnicité et Territorialité. Deux modes de vécu identitaire chez les Tekes du Congo-Brazzaville*, Editions l'EHESS, Centre d'études africaines 2008/4 N°192.
- OSSEBI Henri**, 1982. Affirmation ethnique et discours idéologique au Congo. Essai d'interprétation, Thèse de 3<sup>e</sup> Cycle, Paris, Université Paris X.
- WAGRET, Jean-Michel**, 1963. Election présidentielle de 1992 au Congo : entreprise politique et mobilisation électorale, Bordeaux, Institut d'études politiques de Bordeaux, Université de Bordeaux